

UDC INTERNATIONAL

Case postale 8252, CH-3001 Berne

Tél. +41 31 300 58 58

Fax +41 31 300 58 59

Courriel: info@udc-international.ch

Internet: <http://www.udc-international.ch>



Newsletter UDC International

Edition mai 2012

Elections au comité de l'UDC International et nouvelle section

L'assemblée générale de l'UDC International aura lieu cette année le 17 août à Lausanne. Comme de coutume, elle se déroulera dans le contexte du congrès des Suisses de l'étranger. Je serais heureux de pouvoir saluer un maximum de membres à cette dernière assemblée que j'aurais l'honneur de diriger comme président de l'UDC International.

A côté des objets habituels, l'assemblée générale de cette année devra élire le comité de l'UDC International et notamment mon successeur à la présidence. Jusqu'ici, deux personnes ont annoncé leur candidature à ce poste, Inge Schütz et Roman Rauper. Tous les deux membres du comité, ils s'engagent depuis de nombreuses années pour l'UDC International. Il s'agira également de repourvoir le poste de vice-président puisque Peter Simon Kaul se retire par manque de temps. Deux autres vacances sont à signaler au comité en raison des démissions de Karl Bachmann et du conseiller nationale André Reymond. Pour remplacer ce dernier, le comité propose le conseiller national Roland Rino Büchel qui vient d'être élu au comité de l'Organisation des Suisses de l'étranger. Nous tenons à l'en féliciter. Cette assemblée générale promet donc quelques élections passionnantes.

Les élections au **Comité directeur** et au **Comité central de l'UDC Suisse** ont débouché sur des résultats réjouissants pour l'UDC International. Le président de l'UDC International peut enfin siéger au Comité directeur de l'UDC nationale. Ainsi, notre nouveau président pourra directement présenter nos souhaits et propositions à

l'organe directeur du parti. Les deux sièges de l'UDC International au Comité central ont également été confirmés. A côté du président qui siège d'office au Comité central, Inge Schütz a été proposée comme membre libre et confirmée dans cette fonction par les délégués de l'UDC Suisse. Si elle devait être élue à la présidence de l'UDC International – elle siégerait alors d'office au Comité central – son siège actuel reviendrait naturellement au vice-président.

Le comportement des Suisses de l'étranger lors des élections et votations a été un des grands sujets de discussions ces derniers jours. On a affirmé que les Suisses de l'étranger votaient en majorité à gauche et pour les Verts. Dommage que cette étude n'ait pas tenu compte du développement de ces vingt dernières années. On aurait alors remarqué que la part de l'UDC aux suffrages venant de l'étranger a massivement augmenté. Ce constat est aussi confirmé par le nombre de membres de l'UDC International et les fondations de nouvelles sections nationales, comme récemment en **Côte d'Ivoire** – nonobstant les comptes rendus tendancieux et hostiles à l'UDC que publie régulièrement la "Revue Suisse". Nous pouvons être fiers de ce que nous avons atteints et nous nous réjouissons d'avoir encore un large potentiel électoral à exploiter à l'étranger. Je souhaite en tout cas plein succès au nouveau président de l'UDC International!

Rolf B. Schudel, Gordon's Bay (SA)
Président UDC International

Un conseiller national UDC au Comité de l'OSE

Réunis le 24 mars 2012 pour leur assemblée générale annuelle, les membres du Conseil des Suisses de l'étranger ont élu sans opposition le conseiller national UDC Roland Rino Büchel au Comité de l'Organisation des Suisses de l'étranger qui compte neuf personnes.

Le nouvel élu est le premier parlementaire actif et premier représentant de l'UDC dans cet organe qui représente 700 000 Suisses de l'étranger. Comme membre de la commission de politique extérieure, le conseiller national UDC a déposé l'an passé une interpellation très remarquée sous le titre de "Fermeture douteuse de consulats". On attend par ailleurs avec impatience les réponses du Conseil fédéral à une interpellation sur l'AVS facultative pour les Suisses de l'étranger. Roland Rino Büchel l'a déposé durant la dernière session de printemps.

Parlant plusieurs langues, ce natif de Suisse orientale a travaillé dans la gestion sportive ainsi que, à la fin des années 80 et au début des années 90, comme employé du DFAE sur quatre continents, soit en particulier à Venise, Buenos Aires, Milan, Marseille et Paris.

Sa grande expérience de l'étranger et son mandat de conseiller national en font un représentant idéal des Suisses de l'étranger. Dans sa nouvelle fonction de membre du Conseil des Suisses de l'étranger, il pourra faire profiter ce dernier de ses bons contacts avec nombreux collaborateurs consulaires.



Plus d'informations sur Roland Rino Büchel à l'adresse internet www.rolandbuechel.ch

Mots d'ordre pour les votations du 17 juin 2012

Trois projets sont soumis au souverain helvétique lors des votations fédérales du 17 juin 2012: les initiatives populaires "Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement" et "Accords internationaux: la parole au peuple" et les réseaux de soins intégrés (managed care).

Le Comité de l'UDC International a adopté les consignes de vote suivantes:

- [initiative populaire "accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement": OUI](#)
- [initiative populaire "Accords internationaux: la parole au peuple!": OUI](#)
- [projet managed-care: NON](#)

OUI à l'initiative sur les accords internationaux

Le "modèle à succès suisse" se fonde sur une démocratie directe d'un genre unique au monde. Aucun autre peuple au monde ne peut participer à autant de décisions politiques concrètes que les Suisses. Et le résultat est là: même dans des pays prétendument "riches" comme les Etats-Unis, l'Allemagne ou la France, on assiste au développement d'une pauvreté effrayante au sein de la population alors que la Suisse, pays sans matières premières, a su faire profiter la moyenne de sa population d'une prospérité étonnante. Plus la Suisse reprend de lois étrangères via des accords internationaux, plus le risque est grand qu'elle se crée les mêmes problèmes que les autres pays.

Pourquoi ce principe ne s'appliquerait-il pas en politique étrangère?

L'initiative sur les accords internationaux renforce la démocratie directe en politique étrangère. Elle exige que désormais des votes populaires aient obligatoirement lieu sur des traités d'Etat touchant à des "domaines importants". Dans le passé le référendum obligatoire en matière de traités d'Etat (donc un référendum sans récolte de signatures) ne s'est appliqué que dans

deux cas: le premier vote sur l'adhésion l'ONU en 1984 et en 1992 le vote sur l'EEE. L'initiative exige que des "importants" accords internationaux soient obligatoirement soumis au peuple comme par exemple d'importants accords de double imposition, des crédits offerts au Fonds monétaire international, l'extension des accords bilatéraux conclus avec l'UE, à d'importants accords de libre-échange (par exemple, le projet d'accord de libre-échange agricole avec l'UE), à l'extension de la libre circulation des personnes à de nouveaux Etats membres de l'UE, etc.

Pourquoi une participation plus large du peuple serait-elle nuisible à la politique étrangère? Il est déplacé de prétendre, comme les adversaires de l'initiative dans leur dépliant, que cette initiative provoque des procédures inutiles et onéreuses, qu'elle nuit à la Suisse parce qu'elle affaiblit la position du Conseil fédéral dans les négociations internationales et qu'elle est nocive pour l'économie qui a besoin de traités d'Etat efficaces (citations tirées de flyer des opposants).

Le peuple résiste le mieux au chantage

Même les politiques et représentants de l'économie agissant dans les meilleures intentions sont en règle générale liés à des intérêts particuliers. Il est beaucoup plus facile de les mettre sous pression que la population suisse dans son ensemble. Prenons comme exemple les banques suisses et les accords avec les Etats-Unis au sujet desquels le peuple n'a pas eu voix au chapitre. Je comprends les représentants des banques quand ils cèdent et acceptent des réglementations internationales s'ils doivent craindre de se faire arrêter et extradier aux Etats-Unis en voyageant à l'étranger. Je comprends les représentants de l'économie qui acceptent des lois et règles désavantageuses s'ils sont au bord du gouffre et que seule une attitude de soumission leur permet de survivre ou de décrocher des contrats avantageux. Mais le peuple dans son ensemble ne se laisse pas si facilement mettre sous pression et ne cède pas aux intérêts particuliers.

Les politiques et représentants de l'économie se trompent souvent

Je suis souvent surpris de constater que le "simple" citoyen a fréquemment une idée

bien plus précise de l'avenir de son pays que lesdites élites politiques. Songeons simplement aux prévisions totalement fausses que des politiques suisses de premier plan (et aussi des représentants de l'économie) ont fait à propos de la libre circulation des personnes et de l'accord de Schengen. Que n'a-t-on dit: le secret bancaire est garanti, la sécurité de la Suisse est renforcée par l'ouverture des frontières, les problèmes de l'asile sont en majeure partie résolus parce qu'on peut renvoyer les requérants dans les pays voisins. La population suisse était et est toujours beaucoup plus réaliste. Rappelons aussi les débats récurrents sur l'adhésion à l'UE. La majorité du peuple suisse y est toujours fermement opposée. Si nous avons écouté les principaux responsables politiques et économiques, la Suisse ferait depuis longtemps partie de l'UE. Or, aujourd'hui on commence à entrevoir le chaos dans lequel l'UE est en train de se manœuvrer. Même lesdites élites suisses commencent à admettre que le peuple avait raison.

Ce qui vaut en grand (adhésion à l'UE, s'applique aussi aux projets de moindre envergure (accords internationaux individuels). J'ai donc beaucoup plus confiance dans la population suisse dans son ensemble que dans des personnes individuelles dont on ne sait jamais par quels intérêts elles sont liées. Ce constat vaut aussi pour des thèmes complexes et difficiles. Quand nos politiques et représentants de l'économie déploient des "parachutes" à des prix incroyables ou quand la Banque nationale brade son or, je préfère me fier à la sensibilité du peuple. Les citoyennes et citoyens ne disent pas facilement oui à des projets qui deviennent des tonneaux sans fond, qu'il s'agisse de "fondations de solidarité" ou de milliards pour les pays de l'est.

Le grand danger d'une adhésion rampante à l'UE

Le dépliant des adversaires de l'initiative cite une conseillère aux Etats socialiste: "La planète entière traverse une phase économiquement et politiquement difficile. Il est vital pour la Suisse de conserver sa capacité de négociation dans le domaine de la politique extérieure. Notre pays ne peut se permettre d'être à la merci

d'autres acteurs internationaux." Puis, un peu plus loin, "cette initiative veut cloisonner la Suisse".

Dans le contexte actuel, ces déclarations ressemblent une mauvaise blague. Qui est à la merci d'acteurs internationaux si le peuple n'a rien à dire? Ces dernières semaines, les exemples où la Suisse s'incline devant les pressions étrangères se sont multipliés à une cadence effrayante. Ce serait au contraire un grand avantage pour négociateurs suisses s'ils pouvaient arguer du fait que les accords doivent être soumis au peuple avant d'entrer en vigueur. La position de la Suisse serait ainsi renforcée et non pas affaiblie comme le prétendent les adversaires de l'initiative.

Quand une conseillère aux Etats socialistes parle de "rester capable d'agir au niveau international", il faut se méfier. Il va de soi qu'une personne, qui veut pousser la Suisse dans l'UE, ne peut pas être pour une extension de la démocratie directe. Une personne qui veut assujettir la Suisse aux normes de Bruxelles ne peut accepter que la population suisse puisse se prononcer dans l'urne pour d'autres solutions que celles prônées par Bruxelles, par Washington ou quiconque d'autre. De ce point de vue, un OUI à l'initiative sur les accords internationaux est un bastion de plus contre l'adhésion de la Suisse à l'UE.

Luzi Stamm, conseiller national
Membre du Comité de l'UDC International

La Suisse est submergée

Afflux record de frontaliers en Suisse selon une information de l'Office fédéral de la statistique (OFS) du 05.03.2012:

France 136 488, Italie 59 118, Allemagne 54 496, Autriche 8309. 258 411 au total.

Taux de chômage en Suisse fin avril; 3,1% (123 158 chômeurs), dont 45,9% d'étrangers.

Selon l'Office fédéral de la migration, l'immigration d'étrangers en Suisse (sans les frontaliers) a augmenté en 2011 de 74 138 personnes en valeur nette (donc déduction faite des émigrants). Du coup, la population étrangère résidente a passé à 1,75 million atteignant ainsi 22,3% de la popu-

lation totale (7,9 millions) sans tenir compte des personnes en séjour de courte durée, les requérants d'asile et les quelque 300 000 clandestins.

Ce chiffre ne comprend pas non plus les personnes naturalisées. Durant les dix ans écoulés, 405 993 personnes ont reçu le passeport suisse. Des enquêtes réalisées au niveau national confirment les effets nuisibles d'une immigration démesurée. En 2035, la population totale de la Suisse aura atteint le seuil de 10 millions. Chaque année elle s'accroît de l'équivalent de la population de St-Gall, donc d'une ville suisse de taille moyenne.

La libre circulation des personnes est la principale cause de cet accroissement massif. Cette immigration démesurée échappe aujourd'hui totalement au contrôle de la Berne fédérale. Libre circulation oblige, la Suisse est livrée pieds et poings liés à ce développement désastreux. Ignorant les mises en garde de l'UDC qui demande depuis longtemps le recours à la clause de sauvegarde, les autorités politiques ont délibérément renoncé à agir à temps contre ce phénomène. Le Conseil fédéral reste les bras croisés et multiplie les belles déclarations.

Les conséquences de cette immigration sont pénibles pour de larges couches de la population. Environnement, écoles, santé publique, institutions sociales, loyers en hausse, salaires sous pression – les tensions au sein de la société augmentent. La dispersion de l'habitat ainsi que des réseaux de transport et d'énergie atteignant la limite de leur capacité augmentent les risques de conflit. Chaque seconde un mètre carré est bétonné en Suisse. La nature intacte se rétrécit comme peau de chagrin. Il est grand temps que la Berne fédérale adopte une nouvelle politique d'immigration, notamment en durcissant le droit des étrangers en matière de regroupement familial pour les personnes provenant de pays non UE.

Si le Conseil fédéral continue de rater chaque occasion de reprendre le contrôle de la situation, donc de piloter l'immigration, une renégociation des accords de libre circulation des personnes sera inévitable. La politique de migration doit enfin fixer des objectifs clairs et nets - quantita-

tivement et qualitativement. Nous commençons à être trop serrés dans ce pays.

C'est pour cette raison que l'UDC a déposé le 14 février 2012 son initiative populaire "contre l'immigration de masse". Le but est de redonner à la Suisse les moyens de contrôler l'immigration de manière indépendante.

Viktor Nell, Ampolla (Espagne)
Membre de l'UDC International

La Confédération 2012

Avec une proportion d'étrangers de 23% en hausse constante et d'innombrables naturalisés, la Suisse est dans une situation plus mauvaise que jamais depuis 1291.

Cela fait longtemps que l'UDC met en garde contre les problèmes provoqués par l'accord de Schengen. La criminalité en hausse, l'escroquerie sociale et les profiteurs de l'assurance-chômage finiront par détruire la Suisse. Ladite "main-d'œuvre spécialisée" en provenance d'Allemagne est particulièrement dangereuse pour notre patrie et la paix sociale. Ces gens occupent des positions dirigeantes dans les secteurs des transports, des hôpitaux et de l'économie où ils influencent notamment la politique du personnel. Conséquences: dumping salarial, engagement de personnel allemand peu qualifié, qui est ensuite formé au frais de la Suisse, éviction d'employés suisses de leurs places de travail, voilà les conséquences de ce développement. Le même sort attend la Suisse et le Tessin avec l'immigration en provenance de France et d'Italie. De plus en plus de Suisses préfèrent s'expatrier à de moins bonnes conditions que de se subordonner à ces nouveaux chefs.

L'UDC est le seul parti à mettre en garde et s'opposer à cette catastrophe imminente. Cependant, cette dite main-d'œuvre spécialisée s'est aussi installée dans les médias. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que l'UDC ne soit plus invitée à des débats publics portant sur l'immigration et les étrangers.

Comment cela continuera-t-il? L'UDC a une réponse à cette question, mais personne ne l'écoute. Et lorsqu'il sera trop

tard, tout le monde affirmera avoir prédit cela depuis longtemps.

Karl Bachmann, Croatie
Membre du Comité de l'UDC International

Manœuvre de diversion gouvernementale concernant l'initiative sur les accords internationaux

Le Conseil fédéral et le Parlement tentent par tous les moyens de persuader le peuple qu'il dispose de suffisamment de moyens démocratiques pour intervenir en politique extérieure. Depuis des mois, la Berne fédérale s'efforce de faire passer le peuple pour incompetent quand il s'agit d'accords internationaux. Avec un entêtement étonnant les arrogantes élites du pays refusent aux citoyennes et citoyens le droit de participer à des décisions-clés en politique étrangère. De la gauche à la droite. Les syndicats et les associations économiques combattent l'initiative UDC en usant de tous leurs moyens financiers et rhétoriques pour empêcher que des citoyens à l'esprit indépendant ne se mêlent des affaires politiques.

A juste titre et dans la droite ligne de l'article 164 de la Constitution fédérale, la députée suppléante grisonne Elvira Hengeveld écrit ce qui suit dans le journal "Prättigauer Zeitung" du 19 avril 2012: "Nos droits populaires et nos libertés uniques au monde ainsi que notre démocratie directe veillent à ce que le peuple suisse ait le dernier mot dans toutes les questions importantes." Afin d'être certain que des questions fondamentales pour notre pays et sa souveraineté soient soumises aux citoyens, il faut absolument soutenir l'initiative "Accords internationaux: la parole au peuple!". Cette initiative renforce aussi la position des cantons qui sont fréquemment concernés par les décisions en politique étrangère mais qui n'ont guère voix au chapitre actuellement.

La pratique nous apprend que les traités internationaux développent parfois une dynamique insoupçonnée. Ce fut par exemple le cas pour l'accord de Schengen conclu avec l'UE. Aujourd'hui, le peuple n'a plus rien à dire concernant le développement du droit Schengen ou l'extension

de la libre circulation des personnes. Des accords internationaux excluant la participation du peuple ont trop souvent des effets négatifs pour l'ensemble du pays.

Quant aux coûts engendrés prétendument par cette initiative, ils sont parfaitement modiques nonobstant les allégations du Conseil fédéral et de ses alliés. Une étude part de deux à trois votations supplémentaires par an. Ces objets peuvent parfaitement être ajoutés à d'autres scrutins. Un OUI à cette initiative renforce la crédibilité de la Suisse en politique extérieure. Seul un élu politique qui sait la majorité du peuple derrière lui peut agir dans l'intérêt du pays.

Viktor Nell, Ampolla (Espagne)
Membre d'UDC International

UDC International fonde une section en Côte d'Ivoire

Extrait du communiqué de l'UDC International du 22 mai 2012:

"La section des Suisses de l'étranger de l'Union démocratique du centre connaît depuis plusieurs années un développement dynamique. L'effectif des membres ne cesse d'augmenter et de nouvelles sections naissent dans le monde entier. Après la fondation de l'UDC Costa Rica l'an passé, le chef d'entreprise suisse bien connu Johann Dähler ("Ananas-Dähler") vient créer une section UDC Côte d'Ivoire."

Nous remercions Johann Dähler, Amélie Tissot, président de la nouvelle section, et les autres membres fondateurs de l'UDC Côte d'Ivoire de leur engagement en faveur de l'UDC et de la Suisse et nous nous réjouissons d'échanges fructueux avec eux.

Echéances 2012:

Les **assemblées des délégués** de l'UDC Suisse ont lieu aux dates suivantes en 2012:

samedi, 25 août 2012

samedi, 27 octobre 2012

En tant que membre de l'UDC International vous êtes bien entendu toujours cordialement invité à participer aux assemblées des délégués comme hôte ou, si des cartes sont libres, comme délégué. Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à vous annoncer chez nous.

La prochaine assemblée générale de l'UDC International aura lieu le 17 août 2012 à Lausanne – comme toujours dans le cadre du Congrès des Suisses de l'étranger de l'OSE. Une invitation vous parviendra dans les jours à venir.